

La Rochelle : les socialistes se parlent de nouveau...

Comme chaque année, le Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) a tenu son Université d'été aux côtés de ses aînés. Nous étions huit jeunes socialistes à avoir fait le déplacement, en cette rentrée chargée. Car, à peine remise des élections régionales, notre famille politique s'est visiblement remise au travail, tandis que les membres du Gouvernement échouent à conduire leurs réformes et à assumer l'éthique et les responsabilités de leurs charges.

En cette rentrée, 2012 n'apparaît donc plus comme un horizon inaccessible. Mais nous ne devons pas compter sur les faiblesses de nos adversaires pour espérer l'emporter. Poursuivons au contraire le travail commencé à La Rochelle. Il nous faut nous concentrer maintenant à l'élaboration d'un projet ambitieux et crédible. Pour cela, dialogues et débats sont nécessaires. Ce fut la recette de cette Université d'été et, le moins que l'on puisse dire, c'est que cela a fonctionné. Les jeunes socialistes ont ainsi ouvert leurs travaux par une rencontre avec Martine Aubry, où ils ont échangé sur de nouvelles propositions pour remédier aux difficultés que rencontrent les jeunes Français au quotidien. Fis-

calité, santé publique, entreprise et numérique furent au menu, dans le cadre de tables-rondes et d'ateliers qui ont rassemblé des militants de toutes les régions de France.*

L'université d'été de La Rochelle marque la rentrée politique de l'ensemble des socialistes français. Les militants du MJS des Côtes d'Armor en reviennent mobilisés. Nous sommes déjà sur le pont pour combattre la politique du gouvernement et pour réfléchir à une alternative crédible. Nous comptons donc sur vous pour venir échanger avec les jeunes socialistes, dès la Fête de la Rose, le 16 octobre, comme vous pourrez compter sur nous pour préparer les victoires prochaines aux élections cantonales !



Nos deuils

Hommage à Jean Régnier

La fédération des Côtes d'Armor, la section de Moncontour et la rédaction du Combat tiennent à rendre hommage à Jean Régnier, décédé à la fin du mois d'août.

Agé de 68 ans, Jean était un adhérent de longue date. Grand connaisseur de l'Administration territoriale, il a mené sa carrière professionnelle au sein de la mairie de Saint-Brieuc, où il occupait les fonctions de directeur de service. Conseiller municipal de la commune de Trebry de 1971 à 1983 puis Maire de 1983 à 2008, il a été l'initiateur de nombreuses réalisations dont nous tenons à souligner l'avant-gardisme comme la création du parc éolien de Trebry.

Toujours au service de ses concitoyens, il s'est investi pleinement dans les victoires locales du PS en particulier les cantonales de 1979 avec l'élection de Jean-Jacques Bizien et les législatives en accompagnant Didier Chouat sur le secteur de Moncontour.

Plume hors pair et brillant orateur, il était capable de faire passer des messages avec des formules bien à lui.

Les adhérents de la section de Moncontour perdent à la fois un ami et un militant convaincu. Ils adressent leurs sincères condoléances à Gilles son fils et à tous ses proches.

Vie du Parti Agenda

CONVENTION SUR L'INTERNATIONAL
Jeudi 30 sept. Votes en section
Samedi 9 oct. Convention nationale

CONVENTION SUR L'ÉGALITÉ RÉELLE
Mardi 9 nov. Conseil national
Jeudi 2 déc. Votes en section
Samedi 11 déc. Convention nationale

CONSEIL FÉDÉRAL
Vendredi 1^{er} oct.

Le combat
Mensuel d'information de la Fédération des Côtes d'Armor du Parti socialiste - N° CPPAP en cours.
FÉDÉRATION DES CÔTES D'ARMOR DU PARTI SOCIALISTE
26 rue du Maréchal Foch
BP 4406 - 22044 - Saint-Brieuc cedex 2
www.psa22.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Vincent Le Meaux
RÉACTEUR EN CHEF : Cyrille Thiriot - COMITÉ DE RÉDACTION :
Eric Bothorel, Anthony Sébille, Renée Mazé, Gérard Rouxel, Jean-Marie Benier.
CRÉATION-EXÉCUTION-RÉALISATION : Cyan 100
IMPRESSION : Imprimerie Jacq

Rentrée dans les lycées et EREA

La rentrée des personnels TOSS s'est déroulée dans les meilleures conditions ayant accompagné Marie Pierre Rouget (Vice-Présidente en charge des établissements scolaires) en particulier à L'EREA de Taden, nous avons des agents contents et se félicitant de la gestion régionale : reconnaissance, formation, remplacement, gestion du matériel, à en rougir de plaisir...

Il reste encore beaucoup à faire et la Région investit régulièrement pour rénover et moderniser les espaces éducatifs. La formation étant une des priorités.

Les proviseurs voudraient bien pouvoir en dire autant de leur côté, de nombreux points noirs restent d'actualité : prise en charge des stagiaires et remplacement des enseignants absents posent problème

La rentrée des classes du Conseil général

Pour le Conseil général aussi, c'était la rentrée des classes en ce début de mois de septembre ! Les élus de la majorité départementale étaient nombreux à se rendre dans les collèges publics du Département, afin de rencontrer et d'échanger avec les chefs d'établissement, les enseignants, les personnels techniques, et bien sûr les élèves.

À l'heure où le Gouvernement sacrifie l'éducation de nos enfants en supprimant des milliers de postes d'enseignants dans l'Éducation nationale – afin de pouvoir faire des cadeaux fiscaux aux riches et aux très riches ou de payer une «indemnisation» de 210 millions d'euros à Bernard Tapie – le Conseil général des Côtes d'Armor met en œuvre, à partir de cette année, son nouveau plan pluriannuel d'investissement dans les collèges : 200 millions d'euros vont être consacrés, jusqu'en 2018, à la rénovation, la réhabilitation, et même la reconstruction dans certains cas, de nos collèges publics.

chaîne année scolaire – pour les aider et les inciter à pratiquer une activité associative (sports et enseignements artistiques, notamment).

ment urbain qui permet de remettre à niveau la qualité des logements sur la ville mais c'est la proximité qui est la clef de la réussite, il faut remettre de l'humain dans les relations entre les habitants, les institutions, les services, c'est du lien social qu'il faut recréer et ce n'est pas la vidéosurveillance qui va nous apporter les réponses, casser le thermomètre ne soigne pas le mal.

«Mosaïque» à Roudourou est un exemple de mise à disposition de locaux par le bailleur social. Dans cet espace, les services sont présents, en complémentarité, pour répondre globalement à une situation, l'animatrice, la médiatrice ou l'adulte-relais va quotidiennement au plus près des personnes pour les sortir de leur isolement et leur redonner confiance, leur faire connaître leurs droits mais aussi parfois leurs devoirs. À force de stigmatisation les gens s'enferment dans une spirale de déchéance. Service du Conseil général, centre social, CCAS, mission locale, Centre d'information des droits de la femme, conseillère en économie sociale pour apprendre à gérer son budget, l'ensemble de ces professionnels tisse des liens de confiance.

sur la prévention. La présence d'un gardien d'immeuble habitant sur le site, ayant en charge l'entretien mais également la veille auprès des habitants est une réponse pour assurer une médiation en cas de cohabitation difficile et de prévenir les conflits de voisinage.

Les collectivités sont de plus en plus sollicitées pour financer l'éducation des enfants, le désengagement de l'éducation nationale pour la prise en charge des enfants de 2-3 ans en est un exemple mais également la sollicitation des communes pour mettre en œuvre le programme de réussite éducative, les ateliers devoirs dans les quartiers.

Le constat est fait que nos collectivités territoriales sont de plus en plus sollicitées pour la prise en charge et la mise en œuvre de dispositifs de prévention qui sont le liant entre nos concitoyens et qui contribuent à construire le bien vivre dans nos villes. Cet engagement des élus locaux avec les services publics au plus près des gens est un facteur incontournable de la politique de lutte contre la délinquance.

Mener à bien cette politique nécessite des moyens humains, la répression n'a jamais effacé les problèmes, elle est nécessaire, indispensable mais pas suffisante, elle ne peut se concevoir sans un investissement important

Annie Le Houérou
Vice-présidente du Conseil général des Côtes d'Armor
Maire de Guingamp



Le combat

N° 7 - 0,50 €

Septembre 2010

Mensuel d'information de la Fédération du Parti Socialiste des Côtes d'Armor



L'édito

Aux abois ?

Nous pourrions le croire et penser que les Français seraient prêts à nous faire confiance. Or, ce qui se passe à droite n'est pas si surprenant :

... avec d'abord, Nicolas Sarkozy qui durcit son discours et maintient son cap pour satisfaire la France la plus droitrière de son électorat, et qui abordera comme en 2007 la campagne de l'élection présidentielle de façon offensive en tentant de faire oublier son quinquennat calamiteux.

... avec des personnalités de droite (MM Raffarin, Juppé, Méhaignerie... voire de Villepin) prêtes à adoucir leur discours pour surtout préserver leur électorat lors des élections locales de 2011, mais qui seront également prêtes à revenir, avec ou sans scrupule, le moment venu, à rentrer dans le rang et à suivre de nouveau N. Sarkozy.

Alors, sans aucun doute, nous ne devons pas nous endormir sur de faux lauriers : la ligne idéologique de la droite n'évoluera pas tant que Nicolas Sarkozy sera à l'Élysée.

En effet, cette ligne satisfera à un moment donné une majorité s'il remporte la bataille de l'opinion sur les questions de sécurité d'abord, mais également sur les questions sociales, notamment avec l'adoption de la loi sur les retraites, et institutionnelles avec les réformes territoriales et fiscales.

Pourquoi pourrait-il rassembler alors qu'aujourd'hui, nous pourrions croire que la droite est aux abois ? Parce que la bataille de l'opinion est engagée depuis 2007 sur le ton de la réforme. Jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas eu de réformes ! Il y a eu par contre des échanges de bons procédés à l'égard de la France d'en haut qui ne s'en sort pas trop mal avec le bouclier fiscal. Nicolas Sarkozy va donc tenter de s'occuper de la France d'en bas : annoncer des réformes populistes sera son tempo pendant un an et demi, sans forcément être suivi d'effets. Sa capacité à renverser son image auprès de l'électorat populaire sera donc déterminante pour sa réélection.

Mais pour y arriver, il lui faut passer le cap des lois actuellement en discussion, inscrites dans un rapport de force aujourd'hui favorable au mouvement social.

C'est là où les socialistes doivent occuper le terrain plusieurs mois durant encore. Contre-attaquer, contrecarrer ces lois qui ne sont pas des réformes, mais des régressions sociales et territoriales. Ces mobilisations politiques et sociales doivent contrarier le tempo présidentiel. La bataille de l'opinion, nous devons la gagner et tenir nos positions, des mois durant avant 2012, sur la base de propositions crédibles.

Cette bataille de l'opinion passe absolument par la présentation de notre projet, un projet de société alternatif, qui rassemble la gauche. S'ensuivra le choix de notre candidat-e, ultime étape unitaire, chez les socialistes et à gauche.

2012 est encore loin pour Nicolas Sarkozy, et pour quiconque. Pour la gauche, tout reste donc à faire. C'est à nous de faire souffler le vent du changement.

Vincent Le Meaux
Directeur de publication

RETRAITES : non à une réforme injuste et inefficace



La réforme des retraites est menée par le gouvernement au pas de charge, sans dialogue social, sans aucune attention portée aux observations de l'opposition. Dans ce climat politique tendu, le projet socialiste, juste et responsable, trouve tout son sens.

Le report de deux ans de l'âge légal, mesure phare du gouvernement, aura pour conséquence de faire travailler plus longtemps les personnes qui auront commencé le plus tôt à travailler : en effet, ceux qui ont eu l'opportunité de faire des études plus longues débutent leur vie active plus tard et n'atteignent pas le nombre suffisant de trimestres de cotisations à 60 ans, contrairement à bon nombre d'ouvriers. C'est donc sur ces derniers que l'effort pèsera le plus, alors qu'ils occupent les métiers les plus difficiles. De plus, en l'absence d'amélioration du marché de l'emploi, cette hausse n'aura pour effet que de transformer de

«jeunes retraités» en «vieux chômeurs» ! Le gouvernement veut aussi repousser l'âge du taux plein, en reportant de 65 à 67 ans l'âge auquel on peut liquider ses droits sans décote, quel que soit le nombre d'années cotisées. Ce dispositif, qui profite aux personnes qui ont des carrières morcelées est un amortisseur social fondamental, qui bénéficie en majorité aux femmes. Alors que les inégalités entre les pensions des hommes et des femmes restent importantes, cette mesure est proprement scandaleuse.

Au PS, nous souhaitons conserver l'âge légal de départ à 60 ans, tout en encourageant ceux qui souhaitent travailler plus longtemps, mais en offrant aussi la possibilité à ceux qui sont usés de pouvoir partir plus tôt, sans décote. Cela permettrait d'atténuer une terrible inégalité : celle de la durée de vie, alors que les cadres vivent plus longtemps et

meilleure santé que les ouvriers. Mais pour le gouvernement seul les salariés atteints d'un taux d'incapacité d'au moins 20 % pourraient partir à la retraite à 60 ans ! Ce seuil est malheureusement fantaisiste : à ce niveau d'incapacité, on est déjà bien souvent exclu du travail. De plus, ce dispositif ne prend pas en compte le travail de nuit, l'exposition à des produits dangereux... Nous réclamons une approche collective, listant les métiers pénibles, afin d'offrir à ceux qui ont travaillé dur le repos qu'ils méritent.

Dans son projet, le Parti Socialiste envisage un financement à court terme comme à long terme, notamment par une mise à contribution du capital et en épargnant grâce à une nouvelle taxe sur les banques. Ces nouvelles ressources suffiraient à équilibrer notre régime et même à augmenter les petites retraites. Le projet gouvernemental, lui, ne vise l'équilibre que pour 2020, date à laquelle une nouvelle réforme serait nécessaire !

Si le gouvernement arrive à imposer sa réforme, notre devoir sera de mettre en place un nouveau modèle de solidarité, juste et responsable lorsque nous reviendrons aux responsabilités. Mais pour cela, le Parti socialiste devra repenser son rapport au travail, améliorer l'insertion des jeunes comme des seniors et oser imaginer un nouveau « cycle de la vie » mélangeant travail, formation, temps pour soi et retraite...

Marie-Renée Oget
Députée des Côtes d'Armor

Les socialistes costarmorcains dans la manifestation du 7 septembre

Marie-Renée Oget
Députée des Côtes d'Armor

Marie-Renée Oget
Députée des Côtes d'Armor

Marie-Renée Oget
Députée des Côtes d'Armor

